

**Conférence Grand Débat 2010  
du Réseau Intelligence de la Complexité  
1<sup>er</sup> décembre 2010**

**« Que peut être aujourd'hui une formation citoyenne  
à l'Agir ↔ Penser en Complexité ? »**

**Intervention de Frédérique Lerbet-Sereni :**

**« Agir ↔ Penser dans la complexité  
des multiples fonctions des formateurs ? »**

**Frédérique Lerbet-Sereni :**

Bonjour à tous.

Jean-Louis Le Moigne a insisté pour que j'intervienne aussi en tant qu'adjointe à l'éducation à la Mairie de Pau. J'aurais été plus à l'aise si je m'étais contentée de vous parler du sujet d'aujourd'hui de ma place d'enseignant chercheur, d'enseignant en Sciences de l'éducation et de chercheur sur les questions éducatives. Déjà, cela faisait deux entrées sur le même objet, deux entrées qu'il me semble tenir à peu près en cohérence, depuis 25 ans que je m'y exerce.

Adjointe à l'éducation, cela ne date que de 2008, avec absolument aucune expérience politique antérieure, donc je suis un peu moins sereine mais je vais quand même essayer de répondre à la commande.

**Quelques éléments de cadrage théorique : la question de l'auto-organisation**

Je vais revenir un peu en arrière. En 2006 paraissait un ouvrage collectif qui s'appelle « Les sciences de l'éducation à la croisée des chemins de l'auto-organisation », dans la collection « Ingénium » et c'est un ouvrage que j'avais coordonné avec Teresa AMBROSIO, qui était une amie et qui est décédée au moment de la parution de cet ouvrage. Cet ouvrage est ouvert par une très belle préface d'André de PERETTI qu'on aura le plaisir d'entendre tout à l'heure. Ce livre était également une poursuite du colloque MCX de Cerisy, et dans la contribution personnelle que j'y ai faite, j'interrogeais les liens entre recherche, décision politique et organisation sociale en me servant de l'entrée et de la lumière de l'auto-organisation.

Ce que j'essayais de travailler peut se dire ainsi : dans quelle mesure peut-on essayer de relier ces trois entrées là, en dehors de toute forme de liens de subordination ou de lien d'application d'une sphère sur l'autre ? C'est-à-dire, comment peut-on essayer de penser la recherche, la décision politique et l'organisation sociale sans considérer que l'une ou l'autre serait prédéterminante, préalable, et les autres en devenant des sphères d'application (de façon classique, par exemple, on pourrait imaginer que la recherche, experte, « dirait » au politique ce qui est une organisation sociale correcte et comment l'agir).

C'est pour cela, du coup, que les théories de l'auto-organisation étaient essentielles pour moi, pour essayer de fonder des relations de type co-détermination entre les systèmes, entre les trois sphères, considérées à la fois comme auto organisées et s'auto-organisant. Je me situe ainsi en résonance avec ce que Jean-Louis nous a présenté au pas de charge tout à l'heure.

Le travail présenté dans cet ouvrage était relativement théorique, relativement parce que cela faisait un petit moment déjà que je travaillais avec la Députée de Pau. Nous nous étions imposé des séminaires tous les mois au cours desquels on essayait de réfléchir justement à ces rapports entre Sciences et Société et Sciences et Politique. Mais du point de vue politique, je n'avais pas les mains dans le cambouis de la décision, et ma pertinence empirique n'était que celle de la citoyenne. Notre aventure peut être vue aujourd'hui comme une sorte de mise à l'épreuve de la question théorique précédemment posée : moi qui suis chercheur ou enseignant chercheur en Sciences de l'Education, toi qui es politique, qu'est-ce qu'on peut bricoler ensemble et comment peut-on essayer de construire un dialogue ? Comment se parler autrement que sur la base, par exemple, du politique qui sollicite l'avis de l'expert « scientifique » pour l'appliquer, ou ne pas l'appliquer d'ailleurs ?

Finalement, j'en arrivais à l'idée que certes, il y avait de l'expertise, en tous les cas il y a de l'expertise absolument foisonnante partout, tout autour de nous et en nous : de l'expertise citoyenne, de l'expertise scientifique, de l'expertise professionnelle, de l'expertise parentale, de l'expertise d'usage, enfin toutes formes d'expertise, comme de l'expertise politique pour ceux qui sont élus.

Ce qui me semblait important dans cette histoire était de passer d'un conflit d'expertises à la possibilité de confrontation d'expertises. Et comment, à ce moment là, pouvait-on imaginer la façon dont les gens travaillent ensemble dans ces confrontations d'expertise pour voir ce qui pouvait en sortir, ce qui, pour suivre Varela, pouvait en « émerger » ?

Dans cet article, mes principaux référents théoriques sont Canguilhem, Varela, Castoriadis, Yves Barel et Hannah Arendt. Je vais juste vous lire deux citations, une de Canguilhem et une de Varela, qui me semblent poser les choses à partir desquelles on peut essayer d'avancer. Donc la première, de Canguilhem : « Nous soutenons que la vie d'un vivant, fût-elle d'une amibe, ne reconnaît les catégories de santé et de maladie que sur le plan de l'expérience qui est d'abord épreuve au sens affectif du terme et non sur le plan de la Science ». Il y a donc une expérience perpétuelle de l'amibe sur la question de la santé et ce n'est pas la science qui dit, c'est l'amibe qui expérimente, qui éprouve ».

Celle de Varela : « L'intelligence n'est plus alors la capacité à résoudre un problème que nous poserait un monde encore perçu comme extérieur à nous, mais comme celle de pénétrer un monde partagé. C'est dans l'action que réside le sens, non pas comme quelque chose d'inhérent à l'action qu'en fouillant, on finirait par découvrir, mais comme émergence du couplage action-cognition qu'on ne peut connaître par avance ». Partons de là et posons-nous donc les questions que nous avons à nous poser.

Ces deux auteurs sont mes piliers pour légitimer aussi le fait, qu'aujourd'hui, j'ai des choses à vous dire. C'est-à-dire que ce dont je vais vous parler, c'est quelque chose qui relève de mes sphères d'expérience, et c'est à ce titre là que j'ai une légitimité à vous en dire quelque chose. Si je tire ma bobine encore un petit cran plus loin, c'est aussi ce qui va me servir de pilier pour entrer dans ces champs d'expérience qui deviennent les miens et dans mon rapport avec les gens, que cela soit en tant

qu'enseignante formatrice ou que cela soit en tant que politique élue. Ce que je vais tenter perpétuellement de rendre prioritaire avant toute chose, c'est que l'expérience des personnes, qui sont en face de moi, ait un statut primordial pour ce que nous allons avoir à faire ensemble.

## De la formation

J'ai insisté un peu dans l'introduction du texte distribué sur le fait que l'expression anglo-saxonne, pour parler de formation tout au long de la vie ou d'éducation tout au long de la vie, comme on le fait en français, me semble bien plus pertinente puisqu'elle dit « long life learning ». Cela introduit le fait que c'est un processus. C'est quelque chose qui ne va pas s'arrêter et qui est renvoyé à la personne elle-même. C'est la personne en train d'apprendre qui est primordialement l'entrée dans cette réflexion sur ce qui va se passer. J'avoue que je n'ai pas de meilleure traduction à proposer qu' « Education tout au long de la vie ». Mais parler de « formation citoyenne » ne dit pas tout à fait aussi clairement la question du « long life learning ». Dans la formulation « formation citoyenne », on a un peu, dans notre tête, l'idée qu'il y a quelqu'un qui va venir nous former en tant que citoyen ou qui va venir nous proposer des formations qui vont de fait nous rendre plus citoyen, mais comme quelque chose qui viendrait de l'extérieur de nous et non pas comme un mouvement qui partirait de nous-même. Il faudrait peut-être réfléchir à la façon de le dire un peu mieux ou, en tous les cas, qui recentre davantage les choses du point de vue du sujet apprenant, de la personne qui se forme et non pas d'une formation qui va lui arriver.

La question de la citoyenneté est une question difficile, parce qu'on a l'impression qu'on ne sait jamais trop bien de quoi on parle et qu'elle contient des questions épistémologiques et politiques à la fois fécondes et insolubles. La citoyenneté est évidemment autre chose qu'un bulletin de vote dans l'urne, mais peut-être que s'il faut la circonscrire, c'est autour de la capacité ou autour de la fonction critique que la fonction citoyenne peut se rassembler. Quels dispositifs seraient alors susceptibles d'être des embrayeurs d'exercice de cette fonction critique de la personne ? Je dis « exercice de la **fonction critique** » dans la même logique paradigmatique : on ne peut pas former (de l'extérieur) quelqu'un à **sa** fonction critique, sinon ce n'est plus la sienne, et elle n'est donc plus critique. On peut seulement, me semble-t-il, assurer les conditions de possibilité de son exercice par la personne.

Le fait que l'expérience de la personne soit première signifie que l'on ne peut pas savoir à l'avance ce que va être cette session de formation. D'emblée notre travail, notre **posture** de formateur, va consister à être le plus disponible possible à ce que les personnes apportent de ce qu'elles ont vécu et de ce qui les préoccupe. C'est-à-dire aussi la question de leur désir et Jean-Louis, tout à l'heure, a évoqué cette dimension de la responsabilité individuelle de chacun d'entre nous, quelle que soit la place qu'on occupe.

Le fait de rentrer par l'expérience des personnes et par leur désir (qu'elles sont souvent incapables de formuler tel quel et qui pourtant les agit) institue chacun dans sa propre responsabilité. Ce sont des personnes qui viennent, qui souhaitent apprendre et donc, c'est leur désir d'apprendre qui est en jeu et non pas le désir d'enseigner du formateur. Le formateur est là comme une personne qui a ses propres compétences et expériences en matière de formation et ses compétences, de mon point de vue, se situent dans sa capacité à inventer chaque fois, en contexte, les meilleurs **dispositifs** pour que les personnes puissent se trouver en situation

d'exercer leur fonction critique à l'égard de leur propre expérience. C'est un peu comme cela que je rebouclerai l'ensemble.

Cela veut dire qu'un des ressorts, le premier ressort, c'est le fait que l'on va travailler sur ce que sait la personne et ce qu'elle sait, c'est son expérience et c'est ce qu'elle souhaite découvrir. C'est aussi permettre aux personnes d'apprendre à questionner, à exercer leur fonction critique, c'est-à-dire à questionner cette expérience qui est la leur. En tant que formateur, la difficulté de la posture réside souvent dans le fait de savoir se retenir de savoir, savoir se retenir de toute forme de réponse qu'on pourrait croire pertinente à l'égard de la question qui anime les personnes qui se trouvent en face de nous. Notre travail, c'est d'être des questionneurs de la question, en permanence.

Bien sûr, si on est légitime à être là, en tant que formateur, c'est que l'on sait un petit peu des choses, qu'on a, comme on dit aujourd'hui, là encore sans trop savoir ce que cela signifie, des compétences. Une érudition, par exemple, qui nous permet de suggérer aux personnes telles ou telles pistes de lecture en les assurant qu'à l'intérieur de ces pistes-là, elles vont en trouver d'autres. Nous sommes également des garants d'une forme de méthodologie, méthodologie de questionnements, de problématisation, de recueil et traitement de données et d'informations. La question dans cette affaire de fonction critique, c'est bien la capacité à problématiser, à se construire les termes du problème qui nous préoccupe : le formateur y est alors garant de la méthode qui permettra d'enrichir, de nourrir le questionnement, et non le garant que la ou qu'une « bonne » réponse aurait été trouvée.<sup>1</sup>

Ma façon de concevoir ces formations dont on voudrait qu'elles soient citoyennes, ce serait ce double attachement : un attachement à l'expérience des personnes qui viennent là, comme le matériau à partir duquel on va pouvoir travailler ( ce qui suppose de la part du formateur qu'il accepte de travailler à partir de ce qu'il ignore, sur le fond de son non-savoir, et que cette instabilité fonde sa posture professionnelle, qu'elle signe son expertise, finalement) ; et un attachement à l'interrogation de cette expérience qui est propre à l'autre, à quelque chose comme sa déconstruction (exercice qui vaut également pour le formateur à propos de sa propre expérience de formateur).

J'ai l'air d'insister, de bégayer même, mais l'enjeu politique m'y semble d'importance. Critiquer ce que font les autres et dire aux autres ce qu'ils devraient faire, donc avoir des réponses à apporter aux questions que l'on se pose sur les autres ou sur ce que font les autres pourrait sembler répondre à l'exigence de fonction critique. Mais de quoi parle-t-on quand on parle, finalement, de l'expérience d'autrui ? Qu'en savons-nous ? Je propose donc de retourner absolument cette position là et dire que le matériau qui va nous permettre de devenir plus intelligent, de penser l'action qu'on a à penser, c'est celui qui engage notre propre action et c'est cette action-là qu'on doit un petit peu mettre en pièce dans le cadre des dispositifs de formation dont on voudrait qu'ils soient citoyens. En effet, à partir du moment où les gens ont fait ce type d'expérience à propos d'eux-mêmes, ils s'en laissent un tout petit moins conter par ce que l'on peut leur raconter sur la scène publique. Quand la formation les conduit à devoir se débrouiller avec des questions telles que : « mais comment tu le sais ce que tu es en train de dire là, d'où cela vient, qu'est-ce que tu es en train de

---

1 Les formations à et par la recherche, les recherches-actions, en sont des exemples, qui peuvent se mettre en œuvre à tous les niveaux de cursus, et pas uniquement dans le cadre des formations doctorales. Les pédagogies de l'alternance, dès lors qu'elles partent en première instance de l'expérience vécue, se situent dans la même ligne. Pour travailler de cette façon dans les formations universitaires dont je suis responsable, je peux attester que les étudiants, pour nombre d'entre eux, témoignent d'un gain en lucidité (douloureux et gratifiant) à l'égard de bien des facettes de leur vie, citoyenne y compris.

prétendre pouvoir affirmer ? En es-tu certain ? Convaincu ? C'est un savoir ou une opinion ? », alors je fais l'hypothèse que ces personnes seront plus à même de poser, même silencieusement, ces questions-là (et d'autres) aux discours publics qu'ils vont entendre. La fonction critique ne consiste plus alors à invectiver l'autre sur le thème « il se trompe, il a tort, c'est nul », mais à se demander, en tant que citoyen : « au fait, comment il le sait, pourquoi on dit cela, mais d'où ça vient ce qu'on est en train de nous dire ? Qu'est-ce que c'est destiné à cacher ? »

La capacité à questionner le plus loin possible sa propre expérience, telle serait à mes yeux une formation citoyenne. Elle suppose des dispositifs soucieux de cette expérience de l'expérience, et des formateurs assurés que leur puissance se tient aussi dans leur non-savoir.

## **Du politique**

Quelques mots, puisque Jean-Louis l'avait demandé, sur l'expérience d'élue. Au début, j'avais l'impression que j'étais à l'envers de ma position d'universitaire, parce qu'on me sollicitait tout le temps sur de la réponse. Et vous l'avez compris, il me semble que c'est la question qui permet à quelqu'un d'avancer, que la réponse clôt la quête. Je ne voulais pas, - et souvent d'ailleurs j'en étais incapable -, donner la/une réponse. 'En même temps, je mettais les gens en difficulté et je me mettais en difficulté. Il y avait comme une sorte de malentendu, sûrement à cause des enjeux de pouvoir. Les élus sont des personnes extrêmement sollicitées parce que le fantasme du pouvoir fait que le citoyen ou le professionnel s'imagine qu'en les rencontrant, avec un peu de chance ou de conviction, le fait du Prince va opérer, un « oui » va retentir à ses oreilles. Et d'ailleurs, si c'est un « non », cela lui permettra de se plaindre, de voter autrement, etc. Pour être honnête, pendant quelques temps je ne comprenais pas pourquoi des personnes demandaient un rendez-vous, et après les avoir reçues et écoutées, je ne comprenais toujours pas ce qu'elles pensaient que je pouvais faire pour elles. Je n'avais aucun mandat, à mes yeux, pour décider seule de quoi que ce soit. Ni seule, ni même, la plupart du temps, en commission d'élus. Ceux qui venaient avec leur demande me semblaient mes interlocuteurs légitimes pour construire la réponse. Ils étaient à l'évidence bien plus expérimentés que moi de ce qu'ils venaient me soumettre. Et en même temps, ces demandes pouvaient parfois, mises bout à bout, apparaître comme concurrentielles entre elles, alors qu'elles concernaient toutes le même territoire, les mêmes habitants-usagers-citoyens.

Je me suis donc efforcée à une double visée : sortir des relations de gré à gré et refuser le piège de type « question-réponse », « action-réaction », proche de bien des demandes d'étudiants d'ailleurs (donc pour lequel j'avais un peu d'expérience). J'ai ainsi constitué des dispositifs collectifs, des groupes de travail<sup>2</sup> chaque fois que cela me semblait possible. Des dispositifs destinés à ce que l'on pose au milieu de la table les questions, et que l'on s'efforce de les travailler, de les nourrir, d'en construire les enjeux, d'en repérer les tensions. Bref, d'élaborer un monde partagé, pour reprendre l'expression de Varela, et constater, la plupart du temps, que la réponse est contenue dans le problème re-construit.

Il y a sûrement, derrière cela, la conviction que l'espace politique est, autant que celui de la formation, un espace potentiel d'éducation tout au long de la vie, et cela

---

2 Et je m'aperçois du piège de l'idéologie du management actuel, qui ne parle plus de groupe de travail mais de Comité de Pilotage (les fameux « Copil » qui font la gloire de ceux qui y sont désignés, signes de leur pouvoir), dont la visée est bien différente, puisqu'il s'agit d'y présenter des réponses et de faire valider des décisions prises ailleurs (en comité technique par exemple, où siègent des ... experts).

pour tout le monde : les usagers, les professionnels et les politiques. Son actualisation, qui en fera peut-être un espace citoyen, est aussi l'affaire de tous.

Ainsi, au bout de deux ans et demi, il me semble que j'arrive à trouver un second souffle, et à me tenir dans la même posture en tant qu'enseignant, que chercheur et qu'élue, qui repose encore une fois sur la question plutôt que la réponse, la puissance de l'expérience comme ce qui est à interroger, et la nécessité des collectifs pour y parvenir.

Sans doute ma chance, ou ma force politique réside-t-elle dans le paradigme scientifique que j'ai fait mien. Si je croyais à la vérité portée par l'expert scientifique, je croirais donc à la mienne. Et elle pourrait bien légitimer qu'alors, en tant qu'élue, je m'en serve pour décider seule (ou imposer aux autres mon savoir savant, donc incontestable), en ma qualité d'expert, de ce qui serait un « bon » ou un « mauvais » projet éducatif que l'élue, en l'occurrence la même que l'expert, choisirait alors de financer ou non.

En m'efforçant de ne pas avoir de vérité, ou de dogme, ou d'idéologie, bref, en me souchant dans mon non-savoir, cela m'aide sûrement à permettre, chaque fois que cela me semble possible, que s'exerce une décision collective et des responsabilités partagées, que la sphère politique que j'ai en charge soit aussi une sphère citoyenne, c'est-à-dire de confrontations des expériences et de leurs interrogations. C'est au fil de cela que se construit, que s'élabore le bien commun, entre tous, avec des retours en arrière au fil du chemin, et avec une seule assurance : celle de son inachèvement, au fil des contextes, des événements, des générations.

**Pierre Vuarin :**

Merci Frédérique.

Effectivement, on pointait déjà des aspects importants concernant ces formations citoyennes sur l'expérience, sur le fait de vraiment partir des citoyens qui soient acteurs vraiment de leur formation, sur ce développement de la fonction critique et sur ses dispositifs en particulier, sur le construire ensemble des questions.

Je vais donc maintenant laisser la parole à la discutante, Marie José Avenier.

**Marie-José Avenier :**

Bonjour à tous. Merci Frédérique pour ta riche présentation. J'ai essentiellement trois questions.

Dans ton intervention qui portait sur la « formation citoyenne à l'Agir/Penser en Complexité », tu as mis l'accent plutôt sur l'aspect « formation citoyenne ». Ma première question porte sur la seconde partie du sujet, c'est-à-dire l'aspect « formation à l'Agir/Penser en Complexité ». Tu as souligné l'importance de la fonction critique dans l'Agir/Penser complexe. Vois-tu d'autres aspects que la fonction critique qu'il serait essentiel d'inclure dans une formation à l'Agir/Penser en Complexité ?

Ma deuxième question est liée à un travail qu'un certain nombre de membres du réseau Intelligence de la Complexité faisons en liaison avec l'Université Internationale Terre Citoyenne. Ce travail porte sur la construction d'un module de formation à l'Agir/Penser en complexité en mode e-learning. Dans ce cas, nous qui

concevons le module de formation ne connaissons pas a priori le désir d'apprendre des personnes qui vont se former. Nous allons créer un module que des animateurs formés à l'Agir/Penser en Complexité feront vivre. Dans ce cas, quels conseils aurais-tu à nous donner pour la conception de ce module ?

Enfin, dans la troisième et dernière question, je voudrais revenir sur la fonction critique dont tu as parlé. J'ai compris que, de ton point de vue, dans une formation citoyenne à l'Agir/Penser en Complexité, il est essentiel d'essayer de développer la fonction critique de l'apprenant, sa capacité de problématisation. Pour exercer cette fonction critique, ne faut-il pas disposer de repères qui aident à se poser des questions judicieuses : par exemple, comme l'évoquait Jean-Louis Le Moigne, se poser la question des finalités et du contexte de l'action considérée. Autrement dit, interroger : pour quoi ? dans quel contexte ? Vois-tu d'autres types de questionnement quelque peu systématiques, qui aideraient à exercer cette fonction critique ?

Voilà, ce sont les trois questions essentielles que je souhaitais te poser.

**Frédérique Lerbet-Sereni :**

Je vais répondre brièvement.

Sur la question de l'Agir et Penser en Complexité, il me semble que c'est à la fois, reconnaître qu'il y a un écart entre l'action et la pensée et en même temps, que sous certaines conditions, l'action **est** la pensée. Une des façons de maintenir cet écart, dans ce qu'il a de plus ouvert, de ne pas vouloir combler l'écart, c'est justement de donner le meilleur statut à la question.

Ce qui va nous maintenir en dynamique d'Agir Penser, dans un univers dont on estime qu'il est complexe, c'est-à-dire qu'on ne le connaîtra jamais tout entier, qu'il est fait d'interactions multiples, contradictoires, enchevêtrées etc, c'est bien d'être capable de nous questionner. A un moment donné, on va décider qu'on s'arrête parce qu'il faut rendre un mémoire, il faut écrire un bouquin, par ce qu'il faut poser les choses pour pouvoir repartir ensuite, mais en tous les cas être en mesure de considérer que l'on n'en aura jamais fini avec la question. Les réponses peuvent être contradictoires, on vit dans un monde paradoxal et il ne faut pas chercher à résoudre les contradictions. Autant qu'on posera la question, de la question, de la question...on ne viendra pas à bout de ces contradictions car on en dénichera encore un bout, etc...

Sur le module e-learning et la question du désir d'apprendre, je ne sais pas comment vous voulez concevoir la façon dont vous allez permettre aux gens, pour le coup, d'entrer en interaction avec une plateforme quelconque à partir du e-learning.

Il me semble, en tous les cas, quand on a un petit peu d'expérience, un peu de sens clinique, qu'on est capable de rebondir à partir d'une question que la personne va poser concernant ce module préexistant, de lui permettre, encore une fois, à elle, d'aller travailler sa question. Je suppose que les personnes vont poser des questions à propos des informations qu'elles vont trouver sur la plateforme. Si on s'efforce de ne pas répondre en direct, de ne pas dire « cette phrase là, on va vous la reformuler pour que vous la compreniez bien parce que vous n'avez pas bien compris », mais plutôt qu'on leur propose de revenir à leur question, au sens de cette question là à ce moment là du module, il y a pour moi, derrière cette posture-là, l'enjeu de l'autonomie de l'autre, de l'exercice de sa fonction critique. Que SE demande-t-il quand il NOUS demande cela ? Et c'est à lui d'y répondre. Il nous faut donc faire le moins possible obstacle à sa réponse à lui-même.

C'est comme ça que j'entends le mot complexité et relation aux autres : une question n'est pas destinée à ce qu'on en vienne à bout par une réponse que quelqu'un assènerait comme cela, ce n'est pas vrai. Ce qui se joue entre nous, ce sont des explorations et si l'on veut que l'exploration ne cède pas, et bien il ne faut pas répondre.

La troisième question concernait la fonction critique. J'insiste un peu là-dessus mais c'est parce que je crois qu'il y a danger. Je suis désolée, je vais un peu usurper ma place, mais je pense qu'il y a un peu danger en ce moment, contextuellement, sur la question de la démocratie. J'avais mis cela dans mon texte écrit. Les rapports entre citoyen et démocratie sont des rapports qui en font un système autonome au sens de Varela (enfin, à mes yeux), dans la mesure où le citoyen fonde et horizonne la démocratie dans le même temps que la démocratie fonde et horizonne le citoyen. Il n'y a aucune instance tierce qui peut venir dire au citoyen ce qu'il a à faire ou dire à la démocratie ce qu'elle a à faire, sauf, petit à petit, passer à des choses qui ne sont plus tout à fait démocratiques.

En même temps, cette fonction critique du citoyen, elle porte en elle, perpétuellement la possibilité de tuer la démocratie. C'est parce que cette possibilité demeure, que la démocratie est vivante. Cela me semble quelque chose d'extrêmement important de ne pas lâcher sur cette dimension critique puisque c'est elle qui tient la démocratie comme quelque chose qui ne va pas partir tranquillement vers un totalitarisme très édulcoré sans qu'on s'en aperçoive. Encore une fois, je reviens sur ce que Jean-Louis a dit tout à l'heure : ce qu'on entend, ce sont des choses du genre « on n'a pas le choix, c'est comme cela, si on ne le fait pas, cela va être catastrophique », tout cela martelé d'appels à la peur dans tous les sens etc... On a tous, non seulement, le droit mais l'obligation de questionner ces appels à la peur qu'on nous envoie, ou ces injonctions qu'on cherche à nous imposer.

Dans le champ qui est le mien, celui de la formation, en l'occurrence de la formation de formateurs puisqu'en sciences de l'éducation, c'est de cela qu'il s'agit, que les personnes en formation fassent déjà l'expérience de cette fonction critique à propos de leur propre expérience de professionnel. Et puis après, à eux de voir s'ils font la bascule avec le champ du citoyen qu'ils sont. Ce n'est pas moi qui vais la faire à leur place, sinon, je deviens moi-même totalitaire à leur égard, prétendant leur dire le « tout » d'eux-mêmes..

**Hubert Omont :**

Bonjour.

Moi, j'ai une question sur le fait de répondre à une question par une question. C'est quelque chose qui est très satisfaisant dans les milieux intellectuels mais cela peut être très stressant, à mon avis, pour des gens qui n'ont pas l'habitude de vivre dans un contexte comme cela et qui posent une question pour avoir une réponse parce que cela les rassure.

Donc, dans quelle mesure on forme les gens à se poser les questions. Mon expérience de l'éducation, c'est qu'il y a plein de gens qui ne se posent pas trop de questions. Déjà les amener à se poser des questions, c'est un progrès et si en plus quand ils se posent des questions, on leur répond par une question, cela peut être stressant.

Est-ce qu'il n'y a pas une petite nuance entre la question permanente et puis une réponse provisoire. Poser des questions sachant que ces réponses ne sont pas



définitives mais qu'elles peuvent aider à vivre pendant un moment et que l'on construit d'autres choses en posant d'autres questions après.

**Michel Adam :**

Il faut finalement aider les gens à se poser les questions. Est-ce que l'on ne peut pas dire d'une façon un peu plus sophistiquée, c'est aider les gens à savoir les questions qu'ils se posent. Ce n'est pas du tout la même chose parce que je suis persuadé que tout le monde se pose des questions mais cela n'est pas très facile de le mettre à jour.

**Simone Aiach :**

J'ai été moi-même dans des situations pas vraiment de formation, mais de quelqu'un qui pouvait avoir à répondre à des questions. Ce qui m'a interrogé, c'était de savoir si je comprenais vraiment la question qui m'avait été posée. Et si je formulais une question par rapport à la question posée, ce n'était pas un artifice, c'était parce que moi-même j'avais envie de comprendre précisément quelle était la question posée. C'était une façon de permettre une meilleure exploration du questionnement, mais ce n'était pas une question sur la question, je dirais par système.

**Frédérique Lerbet-Sereni :**

Je ne me suis peut-être pas très bien fait comprendre.

Ce sur quoi je voulais insister, c'était l'idée de se retenir de répondre. Le retour n'est pas forcément artificiel ni abrupt, il ne renvoie pas la personne « dans ses cordes », - mais peut-être à ses vibrations. L'essentiel de cette affaire, c'est que la personne aille plus loin que la question qu'elle a été en mesure de formuler *a priori*. Et donc tous les dispositifs sont bons pour lui permettre d'aller plus loin. Reformuler pour être sûr d'avoir bien compris, c'est à peu près la même chose que de renvoyer une question du type : est-ce que ce que vous entendez par là, c'est etc... Et lui permettre, du coup, d'avancer et de ne pas s'en tenir à une formulation immédiate qui attendrait une réponse immédiate. C'est surtout cela qu'il me semble nécessaire d'éviter comme écueil.

Ce qui me permet de revenir à la première question : c'est sans doute un peu angoissant ou un peu déstabilisant, quand quelqu'un pose une question et qu'on est en position de celui qui doit savoir, - ce que Lacan appelait le sujet supposé savoir-, de ne pas répondre. Cela peut être déstabilisant pour celui qui interpelle, effectivement. Ce qui me semble essentiel, en tous les cas, et c'est vraiment comme cela que je travaille avec les étudiants qui sont souvent en même temps des professionnels, c'est qu'ils se construisent leur réponse.

Il me semble, d'expérience, que toutes les fois où j'ai apporté un petit bout de réponse, j'ai eu l'impression, après coup, que je les avais empêchés de le trouver ce petit bout que je leur apportais. Et ce qui est essentiel, c'est qu'ils le trouvent, l'élaborent et qu'ils avancent dans un bout de réponse qu'ils soient ensuite capables de déconstruire pour en construire un autre. C'est dans ce sens-là que du coup, la question me semble un enclencheur pédagogique, de mon point de vue plus fécond. Le silence, ou la question, m'apparaissent en effet plus féconds que la réponse du pseudo-expert que je serais et qui viendrait dire quelque chose, remplir éventuellement, l'ouvert de la question. Mais je crois aussi que l'essentiel réside dans la façon dont on fait les choses, davantage que dans ce que l'on fait ou non. Le ton, en l'occurrence, a beaucoup à voir avec l'anxiété que va ou non générer la

question en retour. Avec les nouvelles technologies, et le projet de formations à distance, il faut trouver comment rendre un ton par l'écrit, sans le support de la voix ni de la chaleur des regards. Inventer des modes relationnels où la corporéité qui ne se voit plus puisse cependant encore jouer.